

Belgium-Namur: Computer-related services

OJ S 90/2014 10/05/2014

Contract notice

Works

Directive 2004/18/EC

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: eWBS

Postal address: Chaussée de Charleroi 83B

Town: Namur

Postal code: 5000

Country: Belgium

E-mail: info@ensemblesimplifions.be

Telephone: +32 81409240

Internet address(es):

Address of the buyer profile: http://marchespublics.wallonie.be/fr/index.html?ID_AVIS=404476

Additional information can be obtained from:

Official name: eWBS

Postal address: Chaussée de Charleroi 83B

Town: Namur

Postal code: 5000

Country: Belgium

For the attention of: Cédic Jeanmart

E-mail: cje@ensemblesimplifions.be

Telephone: +32 81409246

Internet address: www.ensemblesimplifions.be

Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:

the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted: the abovementioned address

I.2. Type of the contracting authority

Ministry or any other national or federal authority, including their regional or local subdivisions

I.3. Main activity

Other: Simplification et e-gouvernement

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities

The contracting authority is purchasing on behalf of other contracting authorities: no

Section II: Object of the contract

II.1. Description

II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority

Accompagnement au partage, à la valorisation et à la sécurisation des données.

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Works

Execution

Main site or place of performance: Les prestations nécessiteront une forte présence sur place dans les locaux de l'administration demandeuse (en Wallonie ou à Bruxelles) et dans ceux d'eWBS (à Namur ou à Bruxelles).

NUTS code BE3 Région wallonne

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The notice involves a public contract

II.1.4. Information about framework agreement

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

Depuis février 2013, eWBS (pour e-Wallonie-Bruxelles Simplification) - première administration commune entre les 2 entités fédérées - a été mis en place pour mettre en Oeuvre le plan dans la continuité du travail effectué par le Commissariat EASI-WAL (en Wallonie) et le Service de simplification administrative et administration électronique du Ministère (en Fédération Wallonie-Bruxelles). Les administrations publiques sont les principaux acteurs de ces projets. eWBS vient en appui de ces administrations, outre quelques projets transversaux qu'elle gère en propre. La BCED - Banque Carrefour d'Echange de Données -, un des départements d'eWBS, est le principal acteur de cet objectif. En effet, elle a mis en place des outils favorisant le partage de données en assurant le transport fiable et la distribution des informations, dans le respect de la loi pour la protection de la vie privée et des règles de sécurité informatique. Afin de pouvoir répondre à la demande importante des services publics, eWBS souhaite, pour la BCED, s'adjoindre les services de consultants extérieurs susceptibles d'accompagner ses membres dans leurs projets. La stabilité des consultants proposés et le transfert des connaissances pendant tout le cours des missions sont des éléments importants pour le pouvoir adjudicateur. La stabilité s'entend au sein d'un projet, pas pour l'ensemble. Il pourra donc y avoir plusieurs consultants en fonction des demandes mais celui qui commence un projet doit le terminer. Pour s'adjoindre les services de ces consultants, eWBS souhaite lancer un marché comportant 3 lots, chacun nécessitant des types de prestations différentes.

II.1.6. CPV code(s)

72500000 Computer-related services

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: no

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: yes

Tenders may be submitted for one or more lots

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

Voir point II.1.5

Estimated value excluding VAT:

Range: between 339 000 and 1 356 000 EUR

II.2.2.

Information about options

Options: no

II.2.3. Information about renewals

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Duration in months: 12 (from the award of the contract)

Information about lots

Lot No: 1

Lot title: Accompagnement au partage de données

1) Short description

La BCED, afin de pouvoir assumer l'ensemble des demandes liées au partage de données et ainsi absorber les éventuels pics de charge de travail, souhaite pouvoir s'adjoindre les services de consultants extérieurs susceptibles d'accompagner ses membres dans leurs projets sous 3 aspects particuliers: 1. la gestion de projets, 2. l'analyse, 3. l'expertise juridique

2) CPV code(s)

72500000 Computer-related services

3) Quantity or scope

Estimated value excluding VAT:

Range: between 165 000 and 660 000 EUR

4) Indication about different time frame or duration

5) Additional information about lots

Lot No: 2

Lot title: Analyse métier spécialisée en gestion de données / Master data management

1) Short description

Après la 1ère phase d'analyse de données dans les projets de mise en place de nouvelles sources authentiques (prévu dans le lot 1 de ce marché), un enjeu important est la valorisation et l'utilisation de ces données incluses dans des sources authentiques ou simplement détectées comme étant de références. C'est pour cette raison que la BCED souhaite pouvoir s'adjoindre les services de consultants extérieurs experts en analyse de données de masse et en master data management.

2) CPV code(s)

72500000 Computer-related services

3) Quantity or scope

Estimated value excluding VAT:

Range: between 50 000 and 200 000 EUR

4) Indication about different time frame or duration

5) Additional information about lots

Lot No: 3

Lot title: Sécurité

1) Short description

Les tâches de la BCED en matière de sécurité étant nombreuses, il est important de pouvoir compter sur les services de consultants extérieurs sur lesquels s'appuyer. Le conseiller en sécurité devra apporter des connaissances technico-opérationnelles et pragmatiques, mais

également méthodologiques afin d'assurer un support décisionnel et opérationnel au niveau de la sécurité (confidentialité, intégrité, continuité, conformité) du système d'information de la BCED dans le respect des lois et normes en vigueur.

2) CPV code(s)

72500000 Computer-related services

3) Quantity or scope

Estimated value excluding VAT:

Range: between 124 000 and 496 000 EUR

4) Indication about different time frame or duration

5) Additional information about lots

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

Voir le cahier des charges.

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

Voir le cahier des charges.

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

Le groupement éventuel d'opérateurs économiques prendra la forme d'une société momentanée qui doit être d'une forme existante en droit belge.

III.1.4. Contract performance conditions

The performance of the contract is subject to particular conditions: no

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: Par le seul fait de participer à la procédure du marché, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion visés à l'article 69 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics. L'attention est attirée sur le fait qu'avant l'attribution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de vérifier que les causes d'exclusion ne sont pas rencontrées dans le chef du soumissionnaire. Il peut inviter le soumissionnaire à produire les documents et preuves mentionnés à l'article 69 précité. Pour ce qui est de l'attestation de l'Office National de la Sécurité Sociale et de l'attestation de «non-faillite» ou situation assimilée (conformément à l'arrêté royal du 20 juillet 2005), les soumissionnaires sont dispensés de produire: 1. l'attestation de l'Office National de la Sécurité Sociale dont il résulte qu'ils sont en règle en matière de cotisations ONSS; 2. l'attestation de «non-faillite» ou situation assimilée dont il résulte qu'ils ne se trouvent pas en situation (ou n'ont pas fait aveu) de faillite, liquidation, cessation d'activités, concordat ou toute autre situation analogue. Dans un souci de simplification administrative, la vérification de ces situations en sera faite par le pouvoir adjudicateur via l'application Telemarc/Digiflow qui lui

donne un accès sécurisé aux bases de données fédérales en matière de sécurité sociale ainsi qu'à la Banque Carrefour des entreprises (BCE). Lorsque l'offre est déposée par un soumissionnaire (personne physique ou morale) étranger, une attestation délivrée par l'autorité compétente, certifiant que ce soumissionnaire est en règle avec les obligations sociales selon les dispositions légales du pays où il est établi. Lorsqu'un tel document ne peut être délivré dans le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance. Lorsque la soumission est déposée par une société étrangère, une copie de ses statuts, ainsi que le dernier bilan approuvé conformément aux dispositions de ces statuts et aux dispositions légales en vigueur dans le pays où elle est établie. Pour les entreprises ayant leur siège ou leur domicile sur le territoire d'un autre État membre des Communautés européennes et qui entendent maintenir, dans les limites prévues par les règlements communautaires, la législation en matière de sécurité sociale de leur pays pour les travailleurs occupés normalement par leurs entreprises et détachés en Belgique, l'accord de l'Office National Belge de Sécurité Sociale. Le respect de la législation européenne en la matière sera de rigueur.

III.2.2. Economic and financial ability

List and brief description of conditions: - déclaration bancaire en annexe du cahier des charges.

III.2.3. Technical and professional ability

List and brief description of conditions:

La capacité technique du soumissionnaire est établie par: une déclaration des effectifs proposés pour les missions du marché. Cette déclaration sera rédigée dans l'offre sous la forme d'un tableau avec les informations suivantes: * nom projet, * dates du projet (début-fin), * description du projet, * effectifs impliqués - leurs missions, * intervention en tant que junior ou senior, * description des missions de(s) l'effectif(s) dans le projet. Le soumissionnaire joindra à cette déclaration les titres d'études (CV) ou professionnels des effectifs proposés pour le présent marché (cfr point 3.3.5). Les conditions à respecter sont les suivantes : 1. Notion de projets « similaires »: les projets cités sont des projets similaires à ceux de la BCED et doivent être effectués pendant les trois dernières années (de 2011 à 2013). Ils doivent: Lot 1: être liés au partage de données, aux sources authentiques et à la loi vie privée. Lot 2: traiter de l'analyse et l'exploitation de données et du master data management, dans les services publics et /ou privés. Lot 3: être des projets de sécurité (définition de politique, mise en place de politique, remise d'avis, ...). 2. Périodicité des missions effectuées. Le soumissionnaire reprend dans le tableau les effectifs proposés ayant participé à des missions similaires pendant les trois dernières années. 3. Quantités de projets auxquels les effectifs proposés ont participé. Les effectifs proposés doivent : pour les seniors : au minimum 6 années d'expérience dans ce type de tâches, pour les juniors : au minimum 2 années d'expérience dans ce type de tâches, 4. Quantité d'effectifs proposés. Lot 1 : Le soumissionnaire doit proposer au moins : 4 chefs de projet (2 juniors, 2 seniors), 4 analystes (2 juniors, 2 seniors) et 2 juristes spécialistes vie privée ou équivalent (seniors). Lot 2 : le soumissionnaire doit proposer au moins de 2 experts dans l'analyse et l'exploitation des données (seniors). Lot 3 : Le soumissionnaire doit proposer au moins de 2 experts sécurité (seniors). Le soumissionnaire devra indiquer la part du marché que le prestataire a éventuellement l'intention de sous-traiter.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Open

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

The most economically advantageous tender in terms of Criteria below

1. Description méthodologique - Cas d'étude. Weighting 45

2. Prix. Weighting 30

3. Connaissance du cadre global et du contexte dans lequel s'inscrit la BCED. Weighting 15

4. Qualité de l'offre. Weighting 10

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction will be used: no

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

ewbs 2014/08/BCED.118

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

no

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

Time limit for receipt of requests for documents or for accessing documents: 30.6.2014 - 14:00

Payable documents: no

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

30.6.2014 - 14:00

IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

Other:

IV.3.7. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

IV.3.8. Conditions for opening of tenders

Date: 30.6.2014 - 14:00

Persons authorised to be present at the opening of tenders: yes

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

VI.3. Additional information

Le marché a une durée totale maximum de 4 ans soit: 1 an (à compter de la date figurant sur la notification d'attribution du marché) reconductible 3 fois éventuellement conformément l'article 37 §2 loi du 15 juin 2006. Au point II.3) durée du marché ou délai d'exécution, le pouvoir adjudicateur a pris l'option de considérer les jours indiqués comme des jours ouvrables.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Conseil d'État
Postal address: Rue de la Science 33
Town: Bruxelles
Postal code: 1040
Country: Belgium

VI.4.2. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures: - demande de suspension en extrême urgence : requête introduite le plus rapidement possible; le délai pour le recours en suspension est de 15 jours à dater de la publication, de la communication ou de la prise de connaissance de l'acte selon le canal par lequel le réclamant a été informé de la décision (avis d'attribution, lettre d'information ou aucun des deux =_ date de prise de connaissance) - demande d'annulation : 60 jours à partir de la connaissance de la décision. NB: le président du tribunal de première instance de l'arrondissement judiciaire concerné peut également statuer au provisoire (article 584 du Code judiciaire). Ce tribunal est seul compétent pour les contestations au fond portant sur un droit civil (ex : octroi de dommages-intérêts...). Le président doit être saisi le plus rapidement possible et le tribunal, dans un délai de 5 ans (article 2262 bis du Code civil).

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: eWBS
Postal address: Chaussée de Charleroi 83B
Town: Namur
Postal code: 5000
Country: Belgium
E-mail: info@ensemblesimplifions.be
Telephone: +32 81409240
Internet address: www.ensemblesimplifions.be

VI.5.

Date of dispatch of this notice

6.5.2014